



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26, rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 27/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS**

Le Champ du Perray  
BP 51  
72120 Conflans-Sur-Anille

Références : 2025-407\_RAPVI LAMBERT T&TP  
Code AIOT : 0010009103

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS implanté La Lorrière 41360 Savigny-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS
- La Lorrière 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0010009103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de sables crayeux, située au lieu-dit "La Lorrière" sur le territoire de la commune de Savigny-sur Braye (41), est autorisée par arrêté préfectoral n°41-2019-06-19-001 du 19 juin 2019, pour une durée de 25 ans (remise en état incluse). La production maximale annuelle est de 40 000 tonnes.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.4.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Période Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 1.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.3.4	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Registre des sorties	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.3.6	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Document d'acceptation préalable des déchets inertes (DAPDI)	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Registre d'admission des déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	Plan de remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 5.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 11/09/2003, article 8	/	Demande d'action corrective	60 jours
16	Surveillance	Arrêté Préfectoral	/	Demande d'action	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des eaux souterraines	du 19/06/2019, article 9.2.2.4		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 1.2.3	Sans objet
3	Rapport annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.4.1	Sans objet
6	Surface dérangée	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.2.1	Sans objet
7	Stocks de matériaux	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 8.1.1	Sans objet
9	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.1	Sans objet
14	Bruit des unités mobiles	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 8.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantité extraite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériaux extraits sont des sables crayeux. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 40 000 tonnes/ an, avec une moyenne de 15 000 tonnes/an. La quantité maximale traitée dans les unités mobiles de premier traitement est de 40 000 tonnes/an.
<b>Constats :</b>  Les quantités de matériaux extraits, renseignées par l'exploitant lors de ses déclarations sur le site GERE, sont les suivantes :

- 2024 : 2 232 tonnes de calcaires et 3 848 tonnes de marnes ;
- 2023 : 1 665 tonnes de calcaires et 6 795 tonnes de marnes ;
- 2022 : 25 500 tonnes de calcaires ;
- 2021 : 5 400 tonnes de calcaires.

La quantité maximale de matériaux extraits est respectée.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Plan annuel d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.4.1

**Thème(s) :** Autre, Exploitation

### **Prescription contrôlée :**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités [...]

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Par courrier du 27 mars et courriel du 9 avril 2025, l'exploitant a transmis les plans d'exploitation mis à jour au 29 janvier 2025 (pour rappel, le géomètre établit deux plans). L'échéance de transmission au 1<sup>er</sup> février n'est pas respectée.

Le premier plan d'exploitation, dénommé « Plan de masse », comporte les éléments suivants :

- La localisation des trois piézomètres avec leur cote de nivellement ;
- L'identification du ruisseau « Bonnouche » et des voies communales ;

- La limite de propriété et la limite d'extraction ;
- L'implantation des bornes (avec une description des différents types) ;
- Le phasage d'exploitation ;
- L'emplacement des différents stocks, du bassin, de la voie d'accès ;
- Le nom des parcelles cadastrales ;
- L'identification des zones remises en état, en cours de remise en état, ainsi que les surfaces S1/S2/S3.

Le deuxième plan d'exploitation, dénommé « Curbature » comporte quant à lui notamment les cotes altimétriques et l'identification des fronts.

Il est à noter que la limite d'autorisation se confond avec la représentation des voies communales et du ruisseau (limite en noire). Il serait appréciable d'identifier la limite d'autorisation avec une couleur spécifique.

Les plans d'exploitation ne représentent pas de limite à 50 mètres permettant d'identifier les abords. Des éléments (bâtiments) à proximité du périmètre sont représentés mais sont situés seulement à une dizaine de mètres de la carrière. Au vu de l'échelle du "plan de masse" (au 1/1250), une bande de 4 cm devrait être représentée sur celui-ci pour correspondre aux abords à 50 mètres.

**L'échéance de transmission n'est pas respectée. Les abords sur un rayon de 50 mètres sont à identifier et à rajouter sur le plan.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 3 : Rapport annuel d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.4.1

**Thème(s) :** Autre, Exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau ...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le courrier du 27 mars 2025, relatif à la transmission des plans d'exploitation, porte également à

la connaissance de l'Inspection les éléments suivants :

- le volume de matériaux extraits en 2024 ;
- l'absence d'apport de remblais extérieurs sur 2024 ;
- les dates de prélèvements des eaux et les dates de mesure de bruit ;
- l'absence d'accident.

Ce courrier, faisant office de rapport d'exploitation, n'a pas été transmis avant l'échéance prescrite (1er février). Le non-respect de l'échéance de transmission est traité au constat " Plan annuel d'exploitation".

L'exploitant a indiqué au cours de la visite d'inspection du 21 mai 2025 qu'il n'y a pas actuellement de retard dans l'exploitation.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'en cas de retard futur d'exploitation ou de remise en état, celui-ci devra être notifié sur le rapport annuel d'exploitation correspondant.

Il est à noter que la synthèse des suivis environnementaux réalisés sur l'année correspond seulement aux dates des différentes campagnes. Il conviendrait que l'exploitant complète sa synthèse avec un récapitulatif des résultats et des commentaires sur la conformité de ceux-ci.

Pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Période Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 1.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, valeurs S1-S2-S3

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 17/10/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation est menée en 5 périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Périodes	S1	S2	S3	Total
2	1.1985	1.6120	0.4890	96 488

[...] Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

**Constats :**

Suite à la visite d'inspection précédente du 28 juin 2024, il était demandé à l'exploitant de

justifier du respect des valeurs S1, S2 et S3 sous trois mois ou dans le cas contraire, de transmettre un porter à connaissance afin d'actualiser ces surfaces (pour rappel, la valeur de S1 était supérieure à la valeur autorisée).

Le 15 octobre 2024, l'exploitant a déposé sur GUN une demande de modification des conditions d'exploiter la carrière, comportant notamment une mise à jour du montant des garanties financières. Les surfaces S1, S2, S3 et les montants des garanties financières calculés sont les suivants :

Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	Total en €
2	1,6158	1,2840	0,5300	108 170
3	1,2798	1,2791	0,5730	101 773
4	0,9283	1,5557	0,5080	105 644
5	0,7032	1,4508	0,3220	91 302

L'exploitation de la carrière est actuellement en phase 2 (2024-2029).

Le plan d'exploitation mis à jour au 29 janvier 2025 a été consulté, celui-ci notifie les surfaces suivantes :

- S1 : 20 450 m<sup>2</sup> ;
- S2 : 6 050 m<sup>2</sup> ;
- S3 : 8 300 m<sup>2</sup>.

Les surfaces S1 et S3 notifiées sur le plan d'exploitation du 29/01/2025 sont supérieures à celles prescrites par l'arrêté préfectoral et celles notifiées dans le porter à connaissance du 15 octobre 2024.

L'exploitant a indiqué que les surfaces S1 et S3 vont diminuer à la fin de l'année 2025 du fait qu'une partie de la phase 1 va être remise en état (un nouvel accès au carreau de la carrière étant à mettre en place avant de pouvoir commencer la remise en état).

Au vu des surfaces S1, S2 et S3 notifiées sur le plan d'exploitation, le montant des garanties financières correspondant à la situation actuelle serait de 94 086 euros : l'exploitant dispose actuellement d'un acte de cautionnement d'un montant de 114 759 euros, valide jusqu'au 18 juin 2029.

**Le constat de la visite d'inspection précédente est reporté : les surfaces S1 et S3 ne sont pas respectées. L'exploitant démontrera que la remise en état prévue de la partie de la phase 1 à la fin de l'année permettra le respect des surfaces S1 et S3. Le cas contraire, une actualisation des surfaces S1/S2/S3 et des garanties financières est attendue.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 5 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 2.3.4.1 :</u> Extraction à sec : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 85 m NGF. <u>Article 2.3.4.2 :</u> Extraction en gradins : La hauteur de chaque gradin n'excède pas 5 m. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
<b>Constats :</b>  <p>Le plan d'exploitation mis à jour au 29 janvier 2025 a été consulté au cours de la visite d'inspection du 21 mai 2025. L'exploitant a montré sur le plan la zone en cours d'extraction. Les cotes altimétriques en fond de carreau sont supérieures à 85 m NGF, la cote la plus basse étant 85,17 m NGF.</p> <p>L'exploitant a identifié sur le plan d'exploitation la présence de trois banquettes. Au vu des cotes altimétriques renseignées sur le plan d'exploitation, les hauteurs des gradins varient entre 3,91 et 4,97 mètres.</p> <p>Lors de la visite de la carrière, les trois banquettes ont été vues. Si les banquettes inférieure et intermédiaire possèdent des accès à partir du carreau de la carrière, la banquette supérieure était quant à elle inaccessible. L'exploitant a indiqué que l'accès à cette banquette se fait habituellement via la zone de découverte mais que pour éviter le ruissellement des eaux pluviales dans le carreau de la carrière (du fait de la pente du terrain), il a supprimé l'accès à la banquette supérieure (mise en place d'un merlon). Il a précisé que cet accès serait ouvert lors de la prochaine phase de découverte/décapage.</p> <p><b><u>La banquette supérieure de la zone d'extraction n'est pas accessible.</u></b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : Surface dérangée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La surface dérangée (égale à la somme des surfaces en cours d'extraction, des surfaces décapées et des surfaces non remises en état) de la carrière est inférieure à 3,5 ha.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation mis à jour au 29 janvier 2025 a été consulté, celui-ci notifie les surfaces suivantes : - S1 : 20 450 m <sup>2</sup> ; - S2 : 6 050 m <sup>2</sup> ; - S3 : 8 300 m <sup>2</sup> . La surface dérangée est inférieure à 3,5 hectares.
<u><b>Pas d'écart constaté.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Stocks de matériaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La hauteur des tas est limitée 7 m ou une hauteur compatible avec les protections visuelles [merlons] existantes
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation mis à jour au 29 janvier 2025 a été consulté : les différents stocks y sont représentés et une cote altimétrique en haut de tas est notifiée pour la plupart des stocks. En carreau de carrière, le stock le plus haut atteint 89,42 m NGF pour une cote de carreau de 85,29 m NGF, soit une hauteur de 4,13 m NGF. Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, l'exploitant a indiqué qu'un certain nombre de stocks représentés sur le plan d'exploitation ont été évacués. Lors de la visite de la carrière, les stocks de matériaux extraits, en carreau de carrière, ont été vus. Ceux-ci ne dépassaient pas la limite de 7 mètres à vue d'œil.
<u><b>Pas d'écart constaté.</b></u>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Registre des sorties**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, l'Inspection a demandé à consulter le registre de sorties des matériaux extraits. L'exploitant a indiqué ne pas en tenir un.</p> <p>Au vu des éléments attendus dans ce registre qui ont été rappelés à l'exploitant par l'Inspection, l'exploitant a précisé qu'il allait créer un registre en version informatique et que les éléments à notifier seraient facilement consignables à partir des factures qui sont dressées.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il disposait de bons de sortie signés (mais n'avait pas d'exemplaire au cours de la visite, ceux-ci étant stockés au sein de l'habitation de l'exploitant). Il a précisé que la carrière n'est pas équipée d'un pont bascule et que la pesée des matériaux se fait à partir de la chargeuse qui dispose d'un système de pesage et qui émet des tickets pour la pesée des godets, utilisés ensuite pour réaliser des bons de sortie.</p> <p>Par courriel du 23 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection trois exemples de bons de sortie (pour trois clients différents). Ces bons de sortie manuels consignent les éléments suivants : nom de la carrière, date, nom du client, n° de camion, localisation du chantier, type de matériaux et quantité. A chaque bon est associé l'ensemble des tickets de pesée correspondants. Les bons de sortie sont signés.</p> <p><b><u>L'exploitant ne tient pas à jour de registre de sortie des matériaux.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 9 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière : TABLEAU DANS AP.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, l'exploitant a indiqué avoir admis des terres excavées depuis le début de l'année 2025 (pas d'admission auparavant depuis la signature de l'arrêté préfectoral). Les terres et cailloux (code déchet : 17 05 04) font partie des déchets inertes admissibles sur la carrière pour le remblaiement de celle-ci.
<b><u>Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Document d'acceptation préalable des déchets inertes (DAPDI)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes ;</li> <li>- le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ;</li> <li>- le cas échéant, la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure que les déchets sont conformes à l'article 2.4.3.2.1 du présent arrêté et qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis sur l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, le document d'acceptation préalable n°20250001 en date du 20 février 2025 a été consulté.

Ce DAPDI consigne les éléments suivants :

- informations sur le chantier : nom, adresse, personne à contacter associée à ses coordonnées, type de site et type de chantier ;
- identification du détenteur : raison sociale, SIRET, adresse, personne à contacter associée à ses coordonnées ;
- nom du transporteur (même société que le détenteur) ;
- informations sur le déchet : code, désignation et quantité estimée ;
- des éléments sur les caractéristiques du matériau (solide ; absence d'odeur).

Le DAPDI comporte un cadre pour l'identification du producteur de déchet sans que celui-ci n'ait été rempli.

Il est à noter que la quantité de terres et cailloux estimée, consignée dans ce DAPDI, est de 3 500 tonnes. Cette quantité ne correspond pas à la quantité réelle accueillie sur la carrière au vu des données consignées dans le registre d'acceptation des terres (quantité de 12 580 tonnes renseignées et reliées au DAP du 20 février).

**L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires avant l'admission des terres excavées : quantité de déchets erronée et absence des éléments relatifs au producteur de déchets.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 11 : Registre d'admission des déchets inertes extérieurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.3

**Thème(s) :** Autre, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ;

· l'origine des déchets ;

· les moyens de transport utilisés ;

· le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;

· la masse des déchets, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;

le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents

d'accompagnement ;  
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

### Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, le registre d'admission des déchets inertes extérieurs a été consulté. Celui-ci, dénommé " Année 2025 - Acceptation Terres", est sous format papier et permet la consignation des éléments suivants : la date ; les informations relatives au producteur de déchets (nom, adresse et SIRET) ; le nom du transporteur ; la nature et le code déchet ; la provenance ; la référence du DAP et la quantité.

Des éléments, prescrits par l'article sus-visé ainsi que par l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, sont manquants :

- le résultat du contrôle visuel et le motif de refus d'admission (le cas échéant) ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications (ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production) ;
- le numéro de SIRET et l'adresse du transporteur ainsi que le numéro de récépissé (le cas échéant) ;
- le code de traitement ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production.

Une seule admission a été renseignée dans le registre papier, cette admission concernant la période "Février à Avril". Le registre d'admission des déchets doit être tenu chronologiquement, chaque admission devant faire l'objet d'une consignation dans le registre.

L'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place une version informatique de ce registre.

Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article R541-43-1 du Code de l'environnement, les admissions de terres excavées doivent être déclarées au Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments via Trackdéchets.

**Le registre d'admission des déchets inertes extérieurs est incomplet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

### Proposition de suites : Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 60 jours**

### N° 12 : Plan de remblayage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.3.2.3

Thème(s) : Autre, Remise en état

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan topographique. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, l'exploitant ne disposait pas de plan de remblayage. L'Inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de réaliser un plan de remblayage en tenant compte du maillage défini par l'article sus-visé.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait matérialiser les casiers de remblaiement sur la carrière à partir de panneaux.</p> <p><u>Il conviendra que l'exploitant notifie, après réalisation du plan de remblayage, les casiers où ont été mises les terres excavées accueillies pendant la période de février à avril (cf. constat "Registre d'admission des déchets inertes extérieurs").</u></p> <p><u>L'exploitant ne tient pas à jour un plan topographique de remblayage.</u></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 13 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockées durant la période d'exploitation ;</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> </ul>

- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, le plan de gestion des déchets d'extraction (version de février 2022) a été consulté. Celui-ci notifie notamment les éléments suivants :

- les quantités de terres végétales et de stériles d'exploitation (quantité déjà stockées et celle restant à produire) ;
- une description de la méthode d'exploitation de la carrière (décapage, extraction, traitement et remblayage) ;
- une description des incendies potentielles sur l'environnement et la santé humaine associée aux mesures préventives ;
- les modalités d'élimination/de valorisation des déchets (utilisés pour le remblaiement de la carrière) ;
- l'état du terrain d'assises des zones de stockage ;
- des éléments relatifs à la stabilité des stockages de stériles.

Concernant la remise en état des installations de stockages des déchets, le plan de gestion notifie que tous les merlons et stocks provisoires seront démantelés dans le cadre de la remise en état. Le plan de gestion aurait dû comporter le plan proposé pour la remise en état.

La prochaine révision du plan de gestion des déchets d'extraction est attendue a minima pour 2027.

**Le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets n'est pas présent dans le plan de gestion des déchets de février 2022.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 14 : Bruit des unités mobiles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont exploitées sur le carreau de la carrière en fond de fouille.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas actuellement sur la carrière d'installations mobile de broyage, concassage ... mais que lorsque c'est le cas, celles-ci sont installées au plus proche du lieu d'extraction, soit au niveau du carreau de la carrière. L'exploitant a précisé que le concassage est effectué à raison d'un mois par an (par campagne). Lors de la visite de la carrière, les engins (pelles notamment) étaient présents au niveau du carreau de la carrière.  <u>Pas d'écart constaté.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m2 au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. [...]  La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.  Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, les piézomètres n°2 et n°3 ont été vus. Ceux-ci étaient capotés et cadénassés. Leur dénomination est inscrite au marqueur.</p> <p>Pour le piézomètre n°3, du béton a été constaté en pied d'ouvrage mais l'épaisseur de celui-ci ne semble pas correspondre à la hauteur minimale de la margelle bétonnée prescrite par l'article sus-visé.</p> <p>Le piézomètre n°1 (qui est un puits) n'a pas été vu au cours de la visite de la carrière.</p> <p>Il est à noter que les piézomètres ne sont pas inscrits sur la banque du sous-sol (BSS), vérification faite par le bureau d'études en cours de visite.</p> <p><b><u>Les dispositifs de protection de l'ensemble des piézomètres sont à justifier.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 16 : Surveillance des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.2.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :TABLEAU DANS AP</p> <p>Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 mai 2025, l'exploitant a indiqué que les eaux souterraines sont</p>

prélevées par un prestataire qui soustraite ensuite l'analyse à un laboratoire accrédité. Deux documents sont disponibles suite aux campagnes de mesures des eaux souterraines : le rapport d'analyse du laboratoire et la fiche du prestataire de prélèvement.

Les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures des eaux souterraines ont été consultés, celles-ci ayant eu lieu le 3 juillet 2024 et le 3 décembre 2024.

Les eaux prélevées dans les trois ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines ont été analysées par le laboratoire pour les paramètres suivants : pH, DCO, MES et hydrocarbures.

Selon les rapports d'analyses correspondants, les concentrations en DCO et en hydrocarbures sont inférieures aux limites de quantification. Pour les MES, les concentrations varient entre 2,30 et 17,2 mg/ L (la norme de qualité environnementale étant de 25 mg/L selon le guide d'évaluation de l'état des eaux souterraines).

Les fiches émises par le prestataire de prélèvement comportent notamment un tableau où sont consignées, pour les trois ouvrages, les données suivantes : niveau statique, profondeur du puits, température air et eau sur site, pH sur site, conductivité, oxygène dissous et potentiel rédox.

Les éléments suivants sont à noter :

- le niveau statique des piézomètres est exprimé en mètres : les trois ouvrages étant nivelés (cotes altimétriques présentes sur le plan d'exploitation), il convient d'exprimer les niveaux piézométriques en mNGF ;
- les fiches ne comportent pas la carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe ;
- les tableaux présents sur les fiches ne reprennent pas les résultats des analyses.

**Les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe ne sont pas représentés sur une carte. Les tableaux des fiches doivent comporter l'ensemble des résultats d'analyses et des éléments nécessaires à leur évaluation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours